

# TRACTATENBLAD

VAN HET

KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

---

---

JAARGANG 1954 No. 26

---

---

A. TITEL

*Protocol betreffende Oostenrijkse schulden, met Bijlagen, tussen enerzijds het Koninkrijk der Nederlanden, het Koninkrijk België, de Franse Republiek, het Verenigd Koninkrijk van Groot-Britannië en Noord-Ierland en het Koninkrijk Italië en anderzijds de Oostenrijkse Bondsrepubliek;  
Genève, 15 Juli 1932*

B. TEKST

De Franse en de Engelse tekst van Protocol en Bijlagen zijn bij Koninklijk besluit van 9 Maart 1934 bekendgemaakt in *Stb.* 97.

C. VERTALING

De vertaling in het Nederlands van Protocol en Bijlagen is eveneens bij Koninklijk besluit van 9 Maart 1934 bekendgemaakt in *Stb.* 97.

D. GOEDKEURING

Artikel 1 van de Wet van 19 Januari 1934 (*Stb.* 7) luidt: „Het bij deze wet gevoegde Protocol wordt goedgekeurd.” Artikel 2 van de Wet luidt: „Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Financiën worden gemachtigd in de in art. 1 van bovengenoemd Protocol bedoelde garantie deel te nemen tot een netto-bedrag van ten hoogste 3 miljoen goudschillingen.” De Wet is gecontrasigneerd door de Minister van Buitenlandse Zaken DE GRAEFF en de Minister van Financiën OUD. (*Bijl. Hand. II 1932/33 — 321*).

E. BEKRACHTIGING

In overeenstemming met artikel 10, eerste lid, van het Protocol zijn bij de Secretaris-Generaal van de Volkenbond akten van bekrachtiging door de volgende Staten nedergelegd:

Oostenrijk .....	14 November 1932
Italië .....	27 December 1932
Groot-Britannië en Noord-Ierland .....	29 December 1932
Frankrijk .....	31 December 1932
België .....	23 September 1933
Nederland .....	20 Februari 1934

G. INWERKINGTREDING

Ingevolge artikel 10, lid 2, zijn de bepalingen van het Protocol in werking getreden voor Oostenrijk, Italië, Groot-Britannië en Noord-Ierland en Frankrijk op 31 December 1932, voor België op 23 September 1933 en voor Nederland (Rijk in Europa) op 20 Februari 1934.

J. GEGEVENS

De Franse en de Engelse tekst van Protocol en Bijlagen zijn tevens gepubliceerd in „Recueil des Traités” van de Volkenbond, deel CXXXV, blz. 285 e.v., en in M. O. Hudson, “International Legislation”, deel VI, blz. 84 e.v.

Van 25 November tot 6 December 1952 is te Rome een Internationale Conferentie tot regeling van vooroorlogse Oostenrijkse buitenlandse overheidsleningen gehouden, waarvan de uitslag is nedergelegd in een Rapport met Bijlagen. De in het Rapport en de Bijlagen vervatte regeling zal, in overeenstemming met paragraaf 6 van het Rapport, voor ieder der partijen in werking treden zodra de Oostenrijkse Regering en de andere betrokken Regeringen kennisgeving van aanvaarding hebben gezonden aan de Italiaanse Regering. Alvorens voor Nederland (Rijk in Europa) in werking te kunnen treden behoeft de regeling de goedkeuring der Staten-Generaal, ingevolge artikel 60, lid 2, der Grondwet.

De Franse tekst en de vertaling in het Nederlands van Rapport en Bijlagen luiden:

Rome, le 6 décembre 1952

### **Rapport de la Conférence**

1. Sur l'invitation du Gouvernement Italien une Conférence, destinée à étudier les mesures qui permettraient à l'Autriche de reprendre le service de sa dette extérieure, s'est tenue à Rome du 25 novembre au 6 décembre 1952.

2. La Conférence a désigné comme Président l'Ambassadeur Cosmelli.

3. Elle a examiné les conditions dans lesquelles pourrait être assurée la reprise par l'Autriche du service de sa dette extérieure propre et de la dette extérieure des collectivités publiques autrichiennes.

4. Elle a abouti aux conclusions qui sont incorporées dans les annexes ci-jointes qui comprennent:

a) Des recommandations aux Gouvernements garants et au Gouvernement Autrichien sur la méthode suivant laquelle ce dernier pourrait assurer le remboursement des avances effectuées par les Etats garants des Emprunts 1933 et 1934.

b) Des projets d'accord entre les créanciers privés et le Gouvernement Autrichien pour chaque catégorie de dettes publiques extérieures Autrichiennes, faisant l'objet des annexes ci-jointes.

c) Un projet d'accord sur les principes relatifs à la reprise du transfert des dettes extérieures des Länder et des Municipalités, et des emprunts garantis par des Collectivités Publiques.

5. La Conférence reconnaît que, dans les circonstances présentes, et compte tenu de la situation particulière de l'Autriche, le plan de règlement qui résulte du présent rapport et de ses annexes et qui implique des sacrifices substantiels de la part des Etats garants et des créanciers privés mais également un effort sérieux de la part du débiteur, constitue, selon son sentiment, une base équitable pour la reprise du service des dettes Autrichiennes. Elle recommande donc aux Gouvernements intéressés et aux créanciers privés de l'accepter.

6. Elle suggère que cette acceptation par le Gouvernement Autrichien, par les Gouvernements garants et par les représentants des créanciers privés fasse l'objet d'une notification au Gouvernement Italien. Les accords entreront en vigueur à l'égard des Gouvernements garants et des créanciers acceptants dès que le Gouvernement Autrichien aura notifié son approbation au Gouvernement Italien.

7. La Conférence a pris note d'une communication de la Délégation Autrichienne, relative à l'intention de son Gouvernement de promulguer une loi sur la validation des titres de la dette extérieure autrichienne. Elle n'a pas soulevé d'objection de principe à ce projet. Elle demande cependant que les mesures d'application de cette loi fassent, dans un esprit de coopération mutuelle, l'objet de discussions bilatérales entre le Gouvernement Autrichien et chaque Gouvernement intéressé, et/ou les représentants des créanciers privés.

8. En cas de défauts ultérieurs de l'Autriche sur une ou plusieurs des dettes couvertes par le présent rapport, les créanciers intéressés à ces dettes recouvreraient les droits résultant de leurs créances originelles.

9. La Conférence considère que les présentes annexes forment un tout. En conséquence le rejet par le Gouvernement Autrichien d'une ou de plusieurs des annexes jointes serait considéré comme un rejet de l'ensemble.

10. Le présent rapport et ses annexes ont été approuvés à l'unanimité au cours d'une séance plénière de la Conférence tenue le 6 décembre 1952.

---

### Liste des annexes

- Annexe I. Recommandation sur le règlement des créances des Gouvernements garants à l'encontre du Gouvernement Autrichien.
- Annexe II. Accord entre le Gouvernement Autrichien et les Représentants des Porteurs:
- a) Emprunt international du Gouvernement Autrichien 7 % 1930;
  - b) Emprunt de Conversion garanti du Gouvernement Autrichien 1934—1959;
  - c) Bons „Creditanstalt” du Gouvernement Autrichien 1936.
- Annexe III. Accord sur le règlement des créances de la Caisse Commune.
- Annexe IV. Accord sur le règlement des obligations Funding.
- Annexe V. Accord provisoire sur le règlement des créances des Obligataires du Danube-Save-Adriatique.
- Annexe VI. Accord sur les principes relatifs à la reprise du transfert des dettes extérieures des Länder, et des Municipalités et des emprunts garantis pas des Collectivités Publiques.
- Annexe VII. Liste des Délégués à la Conférence.

---

### ANNEXE I

#### Recommandations sur le règlement des créances des Gouvernements garants à l'encontre du Gouvernement Autrichien

1. Sous condition d'un accord sur la procédure pour la validation des titres en circulation, le Gouvernement Autrichien paiera pour le service de l'emprunt garanti de conversion 1934—1959 du Gouvernement Autrichien, les montants fixés dans l'Annexe II.

2. De 1960 à 1980 inclus, le Gouvernement Autrichien effectuera les paiements annuels en premier lieu aux agents payeurs de l'Emprunt, dans la mesure nécessaire pour servir (la fin de l'amortissement intervenant en 1980) les obligations encore dues, appelées à l'amortissement entre 1954 et 1959 inclus, qui n'ont pas été entièrement amorties à la fin de 1959. Le solde sera versé à un agent payeur

qui sera désigné en temps utile par les Gouvernements garants. Cet agent répartira ce montant entre les Gouvernements garants qui ont rempli leurs obligations au titre de l'emprunt autrichien international garanti 1933—1953 et l'emprunt garanti de conversion du Gouvernement Autrichien 1934—1959. La répartition sera faite selon un plan qui sera notifié en temps utile à cet agent payeur.

3. Le Gouvernement Autrichien s'engage à payer et à transférer aux gouvernements qui ont exécuté entièrement leurs engagements, au titre des avances qui ont été effectuées par ces garants, en exécution de leurs obligations au titre des garanties des emprunts 1933—1953 et 1934—1959, les sommes suivantes:

Chaque année de à	Schillings autrichiens
1954—1963	5.000.000
1964—1968	7.000.000
1969—1978	8.000.000

4. Les montants ci-dessus seront répartis entre les Gouvernements garants selon un plan qui sera communiqué au Gouvernement Autrichien à la date la plus proche possible.

5. Les montants payables seront versés soit dans les devises effectivement versées par les garants, soit dans la devise nationale du pays qui reçoit les paiements. En tout cas, le montant total payable chaque année par le Gouvernement Autrichien sera équivalent sur la base des taux de change en vigueur le 1er décembre 1952 pour les transactions financières, à la somme en Schillings qui résulte du tableau ci-dessus.

6. Le premier paiement sera effectué le 1er janvier 1954 et les paiements ultérieurs s'effectueront à des intervalles d'une année.

7. Les Gouvernements garants, en acceptant les paiements qui leur sont destinés — et qui sont visés dans les paragraphes 1 à 6 ci-dessus — comme un règlement final de leur créance à l'encontre du Gouvernement Autrichien pour les paiements qu'ils ont effectués ou qu'ils effectueront pour la période commençant le 8 mai 1945 — en exécution de leurs obligations de garants au titre de l'Emprunt International 1933—1953 du Gouvernement Autrichien et de l'Emprunt de Conversion 1934—1959 du Gouvernement Autrichien — sont subrogés dans les droits des porteurs de ces titres jusqu'à ce que les obligations du Gouvernement Autrichien, visées dans les paragraphes 1 à 6 ci-dessus aient été entièrement exécutées.

8. Les Gouvernements garants considèrent que l'Autriche n'est tenue à faire face à aucune obligation relative à des sommes payées par eux au titre de leur garantie pour des montants échus entre le 12 mars 1938 et le 8 mai 1945.

Rome, le 6 décembre 1952

## ANNEXE II

**Accord entre le Gouvernement Autrichien et les  
Représentants des Porteurs**

Sous condition d'un accord sur la procédure pour la validation des titres en circulation, le Gouvernement Autrichien *se propose d'offrir aux porteurs des titres* le paiement et le transfert, en monnaies appropriées, des sommes ci-après:

1. *Emprunt international du Gouvernement Autrichien à 7 % - 1930*

a) Les paiements commenceront le 1er janvier 1954, sur la base d'un taux d'intérêt annuel de  $4\frac{1}{2}$  %.

b) A partir de l'échéance du premier coupon de 1959, il sera ajouté aux intérêts ci-dessus un fonds d'amortissement suffisant pour assurer le rachat de l'Emprunt au plus tard en 1980, ce qui constituera une annuité cumulative de 7.254565 %.

c) L'échéance de l'Emprunt sera reportée à l'année 1980.

d) Les arriérés d'intérêts qui n'ont pas encore été versés seront calculés à nouveau sur la base d'un intérêt simple de  $4\frac{1}{2}$  %.

Les coupons semestriels qui n'ont pas encore été payés et dont l'échéance tombe entre le 1er juillet 1945 et le 1er juillet 1953 seront honorés, sans intérêts, chaque année aux échéances des coupons semestriels, et ceci du 1er janvier 1954 au 1er janvier 1962 inclus.

Pour les paiements ci-dessus, chaque coupon semestriel à  $3\frac{1}{2}$  % sera calculé comme un coupon à  $2\frac{1}{4}$  %.

2. *Emprunt de conversion garanti du Gouvernement Autrichien 1934—1959.*

Sans préjuger des revendications des porteurs de titres vis-à-vis des Etats Garants en vue d'obtenir le service contractuel

a) le Gouvernement Autrichien paiera à titre de service pour cet emprunt, à dater du 1er juin 1954, un intérêt annuel de  $4\frac{1}{2}$  % sur les obligations en circulation au 1er janvier 1954, y compris les obligations estampillées entre décembre 1945 et décembre 1953 comme étant remboursées partiellement.

b) A partir du 1959, il sera ajouté aux paiements ci-dessus un fonds d'amortissement suffisant pour assurer le rachat de l'Emprunt au plus tard en 1980, ce qui constituera une annuité cumulative de 7.254565 %.

c) Ces paiements continueront jusqu'en 1980.

d) Pour les arriérés d'intérêts qui n'ont pas été payés par un Garant durant la période entre décembre 1945 à décembre 1953, le Gouvernement Autrichien effectuera des paiements aux échéances des coupons semestriels entre le 1er juin 1954 et le 1er juin 1961, le mon-

tant de ces arriérés étant calculé à nouveau sur la base d'un taux annuel de 3 %.

e) Le Gouvernement Autrichien estime que les titres sortis au tirage entre le 1er juin 1940 et le 1er juin 1944 appartiennent au groupe de titres dont l'échéance tombe entre le 12 mars 1938 et le 8 mai 1945 et qu'il constituent une obligation du Gouvernement Allemand. Toutefois, étant donné que le Gouvernement Allemand n'a pas assumé cette responsabilité, et afin de ne pas pénaliser les porteurs de ces titres, le Gouvernement Autrichien accepte de prendre les dispositions suivantes au sujet de ces obligations:

Le capital arriéré (à savoir 24½ %) sera amorti à partir de 1959 durant une période de 10 ans. L'amortissement s'effectuera tous les deux ans. Ainsi, en juin 1959, les obligations tirées en 1940 seront complètement amorties. Les obligations tirées en 1941 seront amorties en 1961, etc.

La quote-part d'intérêt due pour le capital arriéré de ces titres, à partir de 1949, calculée à nouveau sur la base de 3 % par an, sera versée durant la même période, à partir de juin 1959, pour le coupon échu en juin 1949. Les coupons suivants seront payables tous les six mois à partir de cette date.

3. *Obligations „Creditanstalt” du Gouvernement Autrichien — 1936.*

Le Gouvernement Autrichien reprendra les paiements des coupons semestriels en circulation de cet Emprunt, le 1er mars 1954 et l'échéance de l'Emprunt sera reportée, en conséquence, au 1er septembre 1964.

4. Tous les frais afférents à l'exécution des opérations ci-dessus seront à la charge du Gouvernement Autrichien.

5. Les Organismes représentant les porteurs intéressés recommanderont les termes du présent accord, contenus dans les quatre paragraphes ci-dessus, à l'approbation desdits porteurs.

Rome, le 6 décembre 1952

---

## ANNEXE III

**Accord sur le règlement des créances de la Caisse Commune des  
Porteurs des Dettes Publiques Autrichienne & Hongroise**

(Lettre de Monsieur le Ministre Fédéral Autrichien des Finances  
à la Caisse Commune)

Rome, 6 décembre 1952

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous faire part des dispositions que le Gouvernement de la République Fédérale d'Autriche s'engage à prendre au sujet du service des anciens Emprunts d'Etat autrichiens gérés par votre Institution.

I. La responsabilité de l'Autriche est définitivement éteinte, tant pour le passé que pour l'avenir, en ce qui concerne les obligations 3 % libellées en francs-or de la Société autrichienne-hongroise des Chemins de Fer de l'Etat (STEG).

La responsabilité de l'Autriche est définitivement éteinte, pour les échéances antérieures au 1er juillet 1945, en ce qui concerne la rente autrichienne 4 % or ainsi que les Mandats du Trésor autrichien 4½ % 1914, et pour les échéances antérieures au 1er août 1945 en ce qui concerne les obligations 4 % 1900 de la Société autrichienne-hongroise des Chemins de Fer de l'Etat (STEG).

II. Le capital nominal des emprunts mentionnés à l'alinéa précédent dont la charge incombe à l'Autriche est fixé, jusqu'à nouvel ordre, tant pour le règlement des arriérés que pour le service courant à :

Rente autrichienne 4 % or .....	31.122.803 florins-or
Mandats du Trésor Autrichien 4½ % 1914	12.199.875 francs suisses
Obligations 4 % 1900 STEG .....	6.415.234 francs français

III. La Caisse Commune affectera le produit de la vente de 17.929 obligations 3 % STEG, qui lui ont été remises en 1939, en excédent de la charge incombant à l'Autriche, à l'amortissement partiel d'Emprunts dont l'Autriche demeure débitrice.

La vente desdites obligations 3 % STEG, ainsi que l'achat des obligations destinées à l'amortissement, seront effectués par la Caisse Commune à la Bourse de Paris, en accord avec le Gouvernement Autrichien.

Le Gouvernement Autrichien autorise, dès à présent, la Caisse Commune à vendre le nombre d'obligations 3 % STEG nécessaire pour constituer le 2 janvier 1954, en vue du paiement d'une répartition aux porteurs d'obligations 4 % 1900 STEG une provision de :

2.309.484 francs français, montant des intérêts arriérés échus du 1er août 1945 inclus au 1er février 1954 inclus



6.415.234 francs français, montant du capital dont la charge incombe à l'Autriche  
soit au total:

8.724.718 francs français.

Le Gouvernement Autrichien adressera à la Caisse Commune des instructions au sujet de la vente du solde des obligations 3 % STEG.

IV. Le montant dû au titre des intérêts de la rente autrichienne 4 % or échus du 1er juillet 1945 inclus au 1er octobre 1953 inclus sera fixé forfaitairement à:

1.106.240 dollars des Etats-Unis (monnaie de compte).

Le montant dû au titre des intérêts des Mandats du Trésor Autrichien 4½ % 1914 échus du 1er juillet 1945 inclus au 1er octobre 1953 inclus sera fixé forfaitairement à:

503.976 francs suisses (monnaie de compte).

Ces montants seront réglés par des versements trimestriels égaux, d'un montant respectif de:

27.656 dollars des Etats-Unis (monnaie de compte)

12.600 francs suisses (monnaie de compte)

en dix années, du 1er janvier 1954 inclus au 1er octobre 1963 inclus.

V. Pendant une période de quatre ans correspondant aux échéances comprises entre le 1er janvier 1954 inclus et le 1er octobre 1957 inclus, le Gouvernement Autrichien versera à chaque échéance trimestrielle 60 % des montants dus aux termes du Protocole d'Innsbruck du 29 juin 1923, pour le service des intérêts, soit:

48.804 dollars des Etats-Unis (monnaie de compte) au titre de la rente autrichienne 4 % or

22.324 francs suisses (monnaie de compte) au titre des Mandats du Trésor Autrichien 4½ % 1914.

VI. Les provisions afférentes aux versements prévus ci-dessus aux points IV et V seront constituées, après des banques qui seront indiquées par la Caisse Commune au Gouvernement Autrichien, à raison de:

10 % en livres sterling,

10 % en francs belges,

50 % en francs français,

4 % en florins des Pays-Bas,

26 % en francs suisses.

Le décompte des versements dans ces diverses monnaies s'effectuera sur la base du cours officiel du dollar des Etats-Unis ou du franc suisse coté dans le pays créancier intéressé le premier jour du mois qui précédera l'échéance.

VII. En application de l'article 6 de l'Accord de Prague du 14 novembre 1925 et à la requête du Gouvernement Autrichien, la Caisse Commune prendra les dispositions nécessaires pour frapper d'opposition les obligations de la rente autrichienne 4 % or, des Mandats du Trésor Autrichien 4½ % 1914, des obligations 3 % STEG et des obligations 4 % 1900 STEG dont les numéros sont compris dans les listes annexées à la présente lettre.

Les frais normaux entraînés par cette opposition seront supportés par le Gouvernement Autrichien et seront couverts, à due concurrence, par le produit de la vente des obligations 3 % STEG mentionnées ci-dessus au point III.

La Caisse Commune facilitera, dans toute la mesure du possible, l'annulation desdites obligations en faveur du Gouvernement Autrichien.

Le Gouvernement Autrichien sera crédité, en tout cas, à l'échéance de la prescription, des soldes de provisions correspondant aux coupons desdites obligations qui n'auront pas été payés à des porteurs dont la propriété régulière aura été établie.

VIII. La Caisse Commune prêtera ses bons offices pour faire bénéficier le Gouvernement Autrichien, ainsi que les Gouvernements des Etats co-débiteurs, de l'annulation éventuelle des obligations des Emprunts ci-dessus visés, autres que les obligations mentionnées au paragraphe VII, qui étaient détenues en 1945 par les autorités du Reich allemand et qui n'ont pas été acquises depuis lors par des tiers porteurs, sur des Marchés Officiels de Bourse conformément à la réglementation en vigueur sur ces Marchés.

IX. Le Gouvernement Autrichien engagera, avec la Caisse Commune en juillet 1957 au plus tard, de nouvelles négociations en vue de déterminer les conditions applicables au service de l'intérêt et de l'amortissement des Emprunts ci-dessus visés à partir de l'échéance du 1er janvier 1958 inclus.

Je vous serais obligé de bien vouloir me confirmer votre accord sur les dispositions prévues par la présente lettre en reproduisant les termes.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma haute considération.

---

## ANNEXE IV

**Accord relatif aux Emprunts Funding de la République d'Autriche  
Libellés en Francs Français**

(Lettre de Monsieur le Ministre Fédéral Autrichien des Finances à l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières)

Rome, le 6 décembre 1952

Messieurs,

J'ai l'honneur de vous faire part des dispositions que le Gouvernement de la République Fédérale d'Autriche s'engage à prendre en vue du règlement des emprunts funding libellés en francs français.

I. Ce règlement, qui sera effectué sur la base du montant nominal des obligations et des coupons, s'appliquera:

a) au capital des obligations des emprunts funding 5 % 1923 et 5 % 1926 de la République d'Autriche restant actuellement en circulation, évalué à:

23.995.900 francs pour l'emprunt 5 % 1923

9.173.000 francs pour l'emprunt 5 % 1926

b) aux intérêts échus sur ces obligations du 1er juillet 1945 inclus au 1er janvier 1954 inclus évalués à:

10.799.155 francs pour l'emprunt 5 % 1923

4.128.030 francs pour l'emprunt 5 % 1926

c) éventuellement au capital des obligations de l'emprunt funding 5 % 1925 et aux coupons, non prescrits au 12 mars 1938, des emprunts funding 5 % 1923, 5 % 1925, 5 % 1926, dans le cas où l'établissement centralisateur aurait dû en suspendre le paiement par suite de l'épuisement de ses disponibilités avant l'échéance respective de la prescription.

Les frais afférents à l'exécution du règlement seront pris en charge par le Gouvernement Autrichien.

II. Le Gouvernement Autrichien constituera, auprès de la Banque des Pays de l'Europe Centrale, Paris, établissement centralisateur:

a) le 1er juillet 1954 une première provision de 30.000.000 francs français;

b) le 2 janvier 1955, une deuxième provision de 20.000.000 francs français.

Il complètera ces provisions, en cas de besoin, au fur et à mesure des demandes qui lui seront adressées par l'établissement centralisateur.

III. Les coupons seront prescrits 6 ans après la date de mise en paiement et le capital des obligations 30 ans après cette date, ces délais étant prorogés, le cas échéant, pour une durée égale à celle de la suspension des paiements.

Les soldes de provisions afférents aux intérêts ou au capital prescrits seront restitués au Gouvernement Autrichien dans le délai d'un mois après l'échéance respective de la prescription.

IV. Les porteurs dépossédés de leur titres qui ont fait opposition sur ces titres dans les conditions prévues par la loi française seront admis au bénéfice des règlements ci-dessus mentionnés sur avis conforme donné par vous à l'établissement centralisateur.

Je vous prie de bien vouloir me confirmer votre accord sur les dispositions prévues par la présente lettre en reproduisant les termes. Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma haute considération.

---

#### ANNEXE V

#### **Accord provisoire sur le règlement des créances des Obligataires du Danube-Save-Adriatique**

Le Ministère fédéral autrichien des Finances et le Comité des obligataires de la Compagnie des Chemins-de-fer Danube-Save-Adriatique sont convenus de conclure une Convention provisoire valable, soit jusqu'au règlement définitif des relations entre les autres Etats intéressés d'un côté et la Compagnie ainsi que le Comité des Obligataires de l'autre, soit jusqu'à la conclusion éventuelle d'une nouvelle convention même provisoire, entre l'Autriche et le dit Comité.

1) Cette convention est valable deux ans, c'est-à-dire du 1er janvier 1954 au 31 décembre 1955.

2) L'Autriche déclare se réserver l'examen du problème relatif à la période 1938—1945, ainsi que les conclusions qu'elle tirerait de cette étude. Le Comité déclare réserver tous ses droits pour ladite période.

3) Estimant qu'il n'est pas possible actuellement de préciser les sommes dues par l'Autriche au Fonds des obligations, au titre des arriérés et des annuités courantes, le Gouvernement autrichien ne versera, à titre d'acompte, qu'une somme forfaitaire à imputer sur un règlement futur dans un sens ou dans l'autre.

4) Le montant global forfaitaire, payable en 1954, est fixé à 950.000 francs-or et celui payable en 1955 est fixé à 1.000.000 francs-or.

Ces montants seront versés en 1954 et en 1955 en deux tranches égales échéant le 1er mai et le 1er novembre, payables moitié en francs français, moitié en francs suisses. Les modalités de transfert afférentes aux montants payables en France en francs français et en Suisse en francs suisses seront fixées d'un commun accord entre les autorités compétentes, autrichiennes et françaises d'une part, autrichiennes et suisses d'autre part.

5) Les versements prévus au point 4) ci-dessus seront considérés comme des paiements provisionnels sujets à rajustement, dans un sens ou dans l'autre, d'après les décisions qui seront prises pour le règlement définitif de la Dette; la partie éventuellement excédentaire sera imputée à diminution des annuités courantes successives.

6) Les deux parties contractantes se déclarent prêtes à engager au plus tard en septembre 1954 des négociations au cas où, à cette date, un règlement définitif ne serait pas intervenu.

Toutefois, ces négociations ne porteront aucune atteinte au versement, aux dates prévues, des sommes mentionnées au point 4).

7) Dans la mesure où l'Autriche contribue aux frais de l'Administration de la Compagnie Danube-Save-Adriatique, les montants y relatifs sont versés, directement à la Compagnie, également à titre d'acompte à valoir sur la contribution qui sera fixée lors du règlement définitif de la Dette.

Les montants forfaitaires versés par l'Autriche pourront être aussi utilisés pour la couverture des dépenses du Comité des obligataires prévues par l'article 38 de l'Accord de Rome, dans la compétence de ce Comité.

8) La présente Convention forme partie intégrante du Rapport de la Conférence Internationale de Rome pour le règlement des emprunts publics extérieurs autrichiens d'avant-guerre, en date du 6 décembre 1952, dont il constitue l'annexe V; il entrera en vigueur après agrément du Gouvernement Fédéral autrichien dans le cadre de la ratification de la Convention générale, conformément au point 6) dudit rapport.

9) La présente Convention est établie en texte français et allemand, les deux versions étant authentiques.

---

## ANNEXE VI

**Accord sur les Principes relatifs à la Reprise du Transfert des Dettes Extérieures des Länder et des Municipalités et des Emprunts Garantis par des Collectivités Publiques**

Le service régulier sera recommencé à la même date que le service des dettes de l'Etat.

Les débiteurs seront invités par le Gouvernement Autrichien à se mettre sans délai en rapport avec les créanciers respectifs, en vue d'arriver à des règlements bilatéraux.

Le Gouvernement Autrichien donnera son consentement à des règlements équitables, sous condition que:

- 1) les paiements effectués à la Konversionskasse soient reconnus par les créanciers;
- 2) les arriérés de 1945 à 1953 soient réglés, avec une réduction équitable;
- 3) le service courant soit repris avec des intérêts redépursant pas 5½ % et avec un plan d'amortissement raisonnable;
- 4) les emprunts avec clause Or soient servis sur la base de  
1 U.S.A. dollar or équivalent à 1 U.S.A. dollar courant  
1 Fr. Suisse or équivalent à 1 Fr. Suisse courant

étant entendu que lorsqu'un emprunt a déjà fait l'objet d'une réduction de capital, ce fait sera pris en considération lors de l'application de ces dispositions.

Rome, le 6 décembre 1952

---

## ANNEXE VII

## Liste des délégués

## BUREAU DE LA PRÉSIDENTENCE

*Président de la  
Conférence*

S. E. l'Ambassadeur G. COSMELLI, du Ministère des Affaires Etrangères, Rome.

*Secrétaire  
Général*

Dr. F. FARINACCI, du Ministère des Affaires Etrangères, Rome.

## AUTRICHE

*Délégation*

Dr. H. RIZZI, Président de la Banque Nationale d'Autriche.

Dr. W. TEUFENSTEIN, Conseiller Ministériel.

Dr. K. HARRER, Conseiller Ministériel, Ministère Fédéral des Finances.

Dr. J. KOLLER, Conseiller Ministériel, Ministère Fédéral des Finances.

Dr. O. MOTZ, Conseiller à la Cour des Comptes.

M. R. REZNICEK, Assistant au Ministère des Finances.

## BELGIQUE

*Délégation*

M. P. LEON, Directeur au Ministère des Finances, Chef de la Délégation.

M. J. FRERE, Premier Secrétaire à l'Ambassade de Belgique, Rome.

*Créditeurs*

M. M. BAELDE, Président du Conseil des Porteurs de Titres Etrangers, Belgique.

## DANEMARK

*Délégation*

M. F. de JONQUIERES, Premier Secrétaire à la Légation du Danemark, Rome.

## FRANCE

*Délégation*

M. A. RODOCANACHI, Ministère des Affaires Etrangères, Paris, Chef de la Délégation.

M. A. DE LATTRE, Inspecteur des Finances, Direction des Finances Extérieures.

M. C. DE MONTALEMBERT, Attaché Financier à l'Ambassade de France, Rome.

M. L. CALVY, Expert des Questions Techniques.

*Créditeurs*

M. P. GAUTHIER	}	pour la Caisse Commune
M. L. MARTIN		
M. P. FOURNIER	}	pour l'Association Nationale des Porteurs Français de Valeurs Mobilières
M. L. MARTIN		
M. A. ERNEST—PICARD		
M. P. FOURNIER	}	pour DOSAG
M. A. ERNEST—PICARD		

## ITALIE

*Délégation*

S. E. l'Ambassadeur G. COSMELLI, du Ministère des Affaires Etrangères, Chef de la Délégation.

Dr. A. DI CRISTINA, du Ministère du Trésor, Vice-Président de la Délégation.

Dr. G. RIVANO, du Ministère du Trésor, Vice-Président de la Délégation.

Dr. G. MAYR, du Ministère des Affaires Etrangères, Secrétaire Général de la Délégation.

Dr. F. FARINACCI, du Ministère des Affaires Etrangères, Secrétaire Général de la Conférence.

Dr. L. FAVRETTI, du Ministère des Affaires Etrangères.

Dr. S. PALUMBO, du Ministère du Trésor.

Dr. E. CARLI, du Ministère du Trésor.

Dr. G. ROTA, du Ministère du Trésor.

Dr. N. RAFFAELLI, du Ministère des Affaires Etrangères, Secrétaire de la Délégation.

Dr. G. CIMAGLIA, du Ministère des Affaires Etrangères.

Dr. G. PAGONE, du Ministère des Affaires Etrangères.

*Experts*

Avv. C. ARIAS, dell'Avvocatura Generale dello Stato.

Dr. A. ANTONUCCI, Caisse Commune.

Dr. E. CASAGRANDE, Attaché commercial à l'Ambassade d'Italie, Paris.

Dr. A. SALABELLE, du Ministère du Commerce Extérieur.

Dr. I. IANNUCELLI, du Ministère du Commerce Extérieur.

Dr. G. PARRAVICINI, de la Banque d'Italie.

Dr. S. MINGHETTI, de l'Office de Change italien.

Dr. L. MACALLINI, Directeur-Général de la DOSAG.

Dr. C. RUINI, Assistant bancaire, observateur.

## ESPAGNE

Don. J. ALBA, Conseiller économique à l'Ambassade d'Espagne, Rome.

## ETATS-UNIS

M. K. M. SPANG, Vice-Président du Conseil pour la Protection des Porteurs de Titres Etrangers.

## PAYS-BAS

M. E. A. LIEFRINCK, Conseiller Financier à l'Ambassade des Pays-Bas, Paris.

## ROYAUME-UNI

*Délégation*

M. H. EGGERS, du Trésor de S. M. Britannique, chef de la Délégation.

M. C. SMITH, du Trésor de S. M. Britannique.

Sir O. E. NIEMEYER, Vice-Président	} du Conseil des Porteurs de Titres Etrangers
M. C. E. N. WYATT, Secrétaire	



## SUÈDE

Délégation

M. C. A. S. C. BRUECK, chef de la Délégation.

M. E. WALLENBORG.

## SUISSE

Délégation

Dr. M. TROENDLE, Ministre Plénipotentiaire, chef de la Délégation.

M. K. TUERLER, Directeur-Général de l'Association des Banquiers Suisses, Bâle.

M. R. DUNANT, Secrétaire de l'Association des Banquiers Suisses, Bâle.

M. A. MATTER, Premier Secrétaire de Légation, Département Politique Fédéral.

M. O. EXCHAQUET, Attaché à l'Ambassade de Suisse, Rome.

## REPRÉSENTANTS DES TRUSTEES

*Emprunt international 1930 à 7 % du Gouvernement Autrichien*

Dr. A. FERRARI, Secrétaire Général

Dr. H. GUI SAN, Conseiller Juridique

M. D. H. STAPLETON, Conseiller Juridique

Adjoint.

} Banque des Règlements  
Internationaux*Emprunt international garanti 1933/53 du Gouvernement Autrichien**Emprunt international de Conversion garanti 1934/59 du Gouvernement Autrichien*

M. F. J. SCANLAN, Banque Ottomane, Secrétaire des Trustees.

M. L. E. PEPPIATT, Conseiller Juridique des Trustees.

Rome, 6 décembre 1952



Rome, 6 December 1952.

### Rapport van de Conferentie

1. Op uitnodiging van de Italiaanse Regering heeft te Rome van 25 November tot 6 December 1952 een Conferentie plaats gevonden met het doel de maatregelen te bestuderen die Oostenrijk in staat zouden stellen de dienst op zijn buitenlandse schuld te hervatten.

2. De Conferentie wees als haar voorzitter aan Ambassadeur Cosmelli.

3. De Conferentie heeft de voorwaarden onderzocht, waaronder de hervatting door Oostenrijk van de dienst op haar eigen buitenlandse schuld en op de buitenlandse schuld van Oostenrijkse publiekrechtelijke lichamen zou kunnen worden verzekerd.

4. Zij is tot bepaalde conclusies gekomen, die zijn vastgelegd in de hierbij gevoegde bijlagen en die omvatten:

a) Aanbevelingen aan de Garanderende Staten en aan de Oostenrijkse Regering ten aanzien van de methode volgens welke laatstgenoemde Regering de terugbetaling zou kunnen verzekeren van de door de Garanderende Staten voor de Leningen 1933 en 1934 voorgesloten bedragen.

b) Ontwerp-overeenkomsten tussen de particuliere crediteuren en de Oostenrijkse Regering voor ieder soort van Oostenrijkse buitenlandse overheidsschuld, bedoeld in de hierbijgevoegde bijlagen.

c) Een ontwerp-overeenkomst over de beginselen betreffende de hervatting van de transfer voor de buitenlandse schulden van de Länder en van de Gemeenten, en van de door publiekrechtelijke lichamen gegarandeerde leningen.

5. De Conferentie erkent dat, onder de huidige omstandigheden, gezien, de bijzondere positie van Oostenrijk, het plan voor een regeling, zoals vervat in dit Rapport en de Bijlagen daarvan, dat wezenlijke offers medebrengt van de zijde der Garanderende Staten en der particuliere crediteuren, maar tevens een ernstige poging van de zijde van de debiteur inhoudt, naar haar oordeel een billijke basis vormt voor de hervatting van de dienst der Oostenrijkse schulden. Zij beveelt dan ook de betrokken Regeringen en de particuliere crediteuren aan, het te aanvaarden.

6. De Conferentie geeft in overweging dat de aanvaarding door de Oostenrijkse Regering, door de Garanderende Staten en door de vertegenwoordigers van de particuliere crediteuren ter kennis gebracht wordt van de Italiaanse Regering. Voorzover de Garanderende Staten en de particuliere crediteuren het rapport hebben goedgekeurd, treden de accoorden in werking zodra de Oostenrijkse Regering aan de Italiaanse Regering haar goedkeuring zal hebben kenbaar gemaakt.

7. De Conferentie heeft nota genomen van een mededeling van de Oostenrijkse delegatie met betrekking tot het voornemen van haar Regering om een wet betreffende de certificatie van obligaties van de Oostenrijkse buitenlandse schuld uit te vaardigen. Tegen dit plan heeft de Conferentie geen principieel bezwaar ingebracht. Zij heeft echter verzocht dat de uitvoeringsmaatregelen van deze wet het onderwerp zullen zijn van bilaterale besprekingen, in een geest van onderlinge samenwerking, tussen de Oostenrijkse Regering en iedere belanghebbende Regering en/of de vertegenwoordigers van de obligatiehouders.

8. In geval Oostenrijk met betrekking tot één of meer der schulden, waarop dit rapport betrekking heeft, in gebreke zou blijven, herkrijgen de bij die schulden betrokken crediteuren hun oorspronkelijke contractuele rechten.

9. De Conferentie beschouwt de Bijlagen bij dit Rapport als één geheel. Derhalve zal de verwerping door de Oostenrijkse Regering van één of meer der bijgevoegde Bijlagen worden beschouwd als een verwerping van het geheel.

10. Dit Rapport en de Bijlagen daarvan zijn met algemene stemmen goedgekeurd in een plenaire zitting van de Conferentie, gehouden op 6 December 1952.

---

### Lijst van de Bijlagen

- Bijlage I. Aanbeveling betreffende de afwikkeling van de vorderingen der garanderende Staten op de Oostenrijkse Regering.
- Bijlage II. Overeenkomst tussen de Oostenrijkse Regering en de vertegenwoordigers van obligatiehouders:
- a) 7 % Internationale lening 1930 van de Oostenrijkse Regering;
  - b) gegarandeerde Conversielening 1934—1959 van de Oostenrijkse Regering;
  - c) Creditanstaltobligaties 1936 van de Oostenrijkse Regering.
- Bijlage III. Overeenkomst ter zake van de afwikkeling der vorderingen van de Caisse Commune.
- Bijlage IV. Overeenkomst ter zake van de afwikkeling van Funding Bonds.
- Bijlage V. Ontwerp-overeenkomst ter zake van de afwikkeling van de vorderingen der obligatiehouders van de Danube-Save-Adriatique.
- Bijlage VI. Overeenkomst ter zake van de beginselen betreffende hervatting van de transfer voor de buitenlandse schulden van de Länder en de Gemeenten, en van de door publiekrechtelijke lichamen gegarandeerde leningen.
- Bijlage VII. Lijst van gedelegeerden ter Conferentie.

## BIJLAGE I

### Aanbevelingen betreffende de afwikkeling van de vorderingen der Garanderende Staten op de Oostenrijkse Regering

1. Onder voorbehoud van de totstandkoming van een overeenkomst aangaande de procedure tot certificatie der uitstaande obligaties, zal de Oostenrijkse Regering voor de dienst van de gegarandeerde Conversielening 1934—1959 van de Oostenrijkse Regering de bedragen betalen welke zijn vastgelegd in Bijlage II.

2. Van 1960 tot en met 1980 zal de Oostenrijkse Regering de jaarlijkse betalingen in de eerste plaats doen aan de betaalkantoren der Lening en wel in een mate als nodig voor de dienst (met een laatste aflossing in 1980) van de nog uitstaande obligaties, aflosbaar van 1954 tot en met 1959, die per ultimo 1959 nog niet ten volle zijn afgelost. Het saldo zal betaald worden aan een betaalkantoor, dat t.z.t. zal worden aangewezen door de Garanderende Staten. Dit betaalkantoor zal het bedrag verdelen onder de Garanderende Staten, die hun verplichtingen uit hoofde van de Oostenrijkse internationale lening 1933—1953 en van de gegarandeerde Conversielening 1934—1959 zijn nagekomen. De verdeling zal geschieden volgens een t.z.t. aan het betaalkantoor kenbaar te maken schema.

3. De Oostenrijkse Regering verbindt zich aan de Regeringen, die haar verplichtingen ten volle zijn nagekomen, op grond van de bedragen die door deze garanten zijn voorgeschoten ter nakoming van hun verplichtingen uit hoofde van de garanties der leningen 1933—1953 en 1934—1959, de volgende sommen te betalen:

Elk jaar van tot	Oostenrijkse schillingen
1954—1963	5.000.000
1964—1968	7.000.000
1969—1978	8.000.000

4. De hierboven vermelde bedragen zullen verdeeld worden onder de Garanderende Staten volgens een schema, dat zo spoedig mogelijk ter kennis zal worden gebracht van de Oostenrijkse Regering.

5. De betaalbare bedragen zullen worden voldaan hetzij in de valuta's die door de garanten werkelijk betaald zijn, hetzij in de nationale valuta van het land dat de betalingen ontvangt. In ieder geval zal het elk jaar door de Oostenrijkse Regering in totaal betaalbare bedrag, omgerekend op basis van de op 1 December 1952 voor financiële transacties geldende wisselkoersen equivalent zijn aan het in de tabel hierboven vermelde schillingenbedrag.

6. De eerste betaling zal geschieden op 1 Januari 1954 en de volgende betalingen zullen geschieden met tussenpozen van één jaar.

7. Door de voor hen bestemde betalingen, als omschreven in de paragrafen 1 tot 6 hierboven, te aanvaarden als een volledige voldoening van hun vordering op de Oostenrijkse Regering uit hoofde van de betalingen die zij hebben verricht en die zij zullen verrichten voor de periode, aanvangende 8 Mei 1945, ter nakoming van hun verplichtingen als garanten met betrekking tot de internationale lening 1933—1953 van de Oostenrijkse Regering en tot de Conversielening 1934—1959 van de Oostenrijkse Regering, treden de Garanderende Staten in de rechten van de houders dier obligaties totdat de verplichtingen van de Oostenrijkse Regering, bedoeld in de paragrafen 1 tot 6 hierboven, volledig zullen zijn nagekomen.

8. De Garanderende Staten achten Oostenrijk niet gehouden tot nakoming van verplichtingen, betrekking hebbende op door hen op grond van hun garantie betaalde bedragen, die betaalbaar waren tussen 12 Maart 1938 en 8 Mei 1945.

Rome, 6 December 1952.

---

## BIJLAGE II

**Overeenkomst tussen de Oostenrijkse Regering en de  
vertegenwoordigers der obligatiehouders**

Onder voorbehoud van de totstandkoming van een overeenkomst aangaande de procedure tot certificatie der uitstaande obligaties, stelt de Oostenrijkse Regering zich voor aan de obligatiehouders de betaling en de transfer in de geëigende valuta's aan te bieden van de volgende bedragen:

1. 7 % Internationale lening 1930 van de Oostenrijkse Regering.

(a) De betalingen zullen aanvangen per 1 Januari 1954 op basis van een rente van  $4\frac{1}{2}$  % per jaar.

(b) Te beginnen met de vervaldatum van de eerste coupon in 1959, zal een amortisatiefonds voldoende ter verzekering van de aflossing der lening uiterlijk in 1980 worden toegevoegd aan bovengenoemde betalingen voor rente, hetgeen een cumulatieve annuïteit van 7,254565 procent zal uitmaken.

(c) De looptijd van de lening zal worden verlengd tot 1980.

(d) Uitstaande achterstallige renten zullen opnieuw berekend worden op basis van  $4\frac{1}{2}$  % per jaar.

Niet betaalde halfjaarlijkse coupons, die betaalbaar waren in de periode van 1 Juli 1945 tot 1 Juli 1953, zullen voldaan worden door betaling, zonder bijberekening van rente, op de vervaldata der halfjaarlijkse coupons, en wel van 1 Januari 1954 tot en met 1 Januari 1962.

Voor deze betalingen zal iedere halfjaarlijkse coupon van  $3\frac{1}{2}$  % worden berekend als een coupon van  $2\frac{1}{2}$  %.

2. Gegarandeerde Conversielening 1934—1959 van de Oostenrijkse Regering.

Onverminderd de rechten van de obligatiehouders ten aanzien van de garanten wat betreft de contractuele dienst, zal

(a) de Oostenrijkse Regering voor de dienst van deze lening, te beginnen op 1 Juni 1954, een rente betalen van  $4\frac{1}{2}$  % per jaar op de op 1 Januari 1954 uitstaande obligaties, met inbegrip van die obligaties, welke in de periode van December 1945 tot December 1953 als gedeeltelijk betaald zijn afgestempeld.

(b) Te beginnen met 1959 zal een amortisatiefonds, voldoende voor de aflossing van de lening in 1980 worden toegevoegd aan bovengenoemde betalingen, hetgeen een cumulatieve annuïteit van 7,254565 procent zal uitmaken.

(c) Deze betalingen zullen voortduren tot 1980.

(d) Wat achterstallige renten betreft, welke niet door een garant betaald zijn in de periode van December 1945 tot December 1953,

zal de Oostenrijkse Regering de betaling verrichten op de vervaldatum der halfjaarlijkse coupons van 1 Juni 1954 tot 1961, terwijl het bedrag van dergelijke achterstallige betalingen opnieuw zal worden berekend op basis van 3 % per jaar.

(e) De Oostenrijkse Regering beschouwt de in de periode tussen 1 Juni 1940 en 1 Juni 1944 uitgelote obligaties als behorende tot de tussen 12 Maart 1938 en 8 Mei 1945 betaalbaar gestelde obligaties, waarvan de verplichting tot betaling op de Duitse Regering rust. Daar echter de Duitse Regering deze verplichting niet heeft erkend, en teneinde de houders dezer obligaties geen schade te berokkenen, verklaart de Oostenrijkse Regering zich bereid de volgende maatregelen te nemen ten aanzien van deze obligaties:

De achterstallige hoofdsom (d.w.z.  $24\frac{1}{2}$  %) zal worden afgelost in een periode van 10 jaar, te beginnen in 1959. De aflossing zal om de twee jaar plaats vinden. Dus zullen in Juni 1959 de in 1940 uitgelote obligaties ten volle worden voldaan. In 1961 zullen de in 1941 uitgelote obligaties worden betaald, enz.

Het deel van de rente, verschuldigd over de achterstallige hoofdsom van die obligaties sedert 1949, opnieuw berekend op basis van 3 % per jaar, zal betaald worden in dezelfde periode, te beginnen met Juni 1959 wanneer de in Juni 1949 vervallen coupon betaalbaar zal worden. De volgende coupons zullen daarna elk halfjaar betaalbaar worden gesteld.

### 3. Creditanstalt-obligaties 1936 van de Oostenrijkse Regering.

De Oostenrijkse Regering zal de betaling van de uitstaande halfjaarlijkse coupons van deze lening hervatten per 1 Maart 1954 en de looptijd van de lening zal dienovereenkomstig worden verschoven tot 1 September 1964.

4. Alle kosten, verbonden aan de tenuitvoerlegging van bovenbedoelde handelingen komen ten laste van de Oostenrijkse Regering.

5. De Organisaties van obligatiehouders zullen aan die obligatiehouders aanbevelen de bepalingen van deze overeenkomst, als vervat in de voorgaande vier paragrafen, te aanvaarden.

Rome, 6 December 1952.

---

## BIJLAGE III

**Overeenkomst ter zake van de afwikkeling der vorderingen van de  
Caisse Commune van Obligatiehouders van Oostenrijkse  
en Hongaarse overheidsschulden**

(Brief van de Oostenrijkse Bondsminister van Financiën  
aan de Caisse Commune)

Rome, 6 December 1952.

Mijne Heren,

Ik heb de eer U kennis te geven van de maatregelen welke de Regering van de Bondsrepubliek Oostenrijk zich verbindt te nemen met betrekking tot de dienst van de oude Oostenrijkse Staatsleningen, die door Uwe instelling worden beheerd.

I. De aansprakelijkheid van Oostenrijk is definitief beëindigd, zowel voor het verleden als voor de toekomst, wat betreft de 3 % goud-frans obligaties van de Oostenrijks-Hongaarse Staatsspoorwegen (STEG).

De aansprakelijkheid van Oostenrijk is definitief beëindigd, voor wat betreft vóór 1 Juli 1945 vervallen rente op de 4 % Oostenrijkse goudlening en de 4½ % Oostenrijkse Schatkistbiljetten 1914, zomede voor wat betreft de 4 % obligaties 1900 van de Oostenrijks-Hongaarse Staatsspoorwegen (STEG), vervallen vóór 1 Augustus 1945.

II. De hoofdsommen van de in de voorgaande alinea genoemde leningen, waarvoor de aansprakelijkheid op Oostenrijk rust, wordt tot nader order, zowel voor de afwikkeling van het achterstallige als voor de lopende dienst, als volgt vastgesteld:

4 % Oostenrijkse goudlening .....	31.122.803 goud-florijnen.
4½ % Oostenr. Schatkistbilj. 1914 .....	12.199.875 Zwits. francs.
4 % obligaties STEG .....	6.415.234 Franse francs.

III. De Caisse Commune zal de opbrengst van de verkoop van 17.929 3 % obligaties STEG, die haar in 1939 ter beschikking zijn gesteld, boven hetgeen ten laste van Oostenrijk komt, aanwenden ter gedeeltelijke amortisatie van de leningen waarvoor Oostenrijk debiteur blijft.

De verkoop van de bedoelde 3 % obligaties STEG zal, evenals de aankoop van obligaties bestemd voor amortisatie, worden uitgevoerd door de Caisse Commune ter beurze van Parijs in overeenstemming met de Oostenrijkse Regering.

De Oostenrijkse Regering machtigt de Caisse Commune om reeds nu over te gaan tot de verkoop van zoveel 3 % obligaties STEG als nodig zullen zijn om, met het oog op de verdeling onder de houders



van 4 % obligaties STEG, per 2 Januari 1954 een fonds te vormen van:

2.309.484 Franse francs voor achterstallige rente, vervallen tussen 1 Augustus 1945 en 1 Februari 1954;

6.415.234 Franse francs, bedrag der hoofdsom komende ten laste van Oostenrijk,  
in totaal 8.724.718 Franse francs.

De Oostenrijkse Regering zal de Caisse Commune nog nadere aanwijzingen geven aangaande de verkoop van het restant der 3 % obligaties STEG.

IV. Het bedrag, verschuldigd wegens van 1 Juli 1945 tot en met 1 October 1953 vervallen rente op de 4 % Oostenrijkse goudlening, zal in totaal worden vastgesteld op:

1.106.240 US-dollars (rekeneenheid).

Het bedrag, verschuldigd wegens van 1 Juli 1945 tot en met 1 October 1953 vervallen rente op de 4½ % Oostenrijkse Schatkistbiljetten 1914, zal in totaal worden vastgesteld op: 503.976 Zwitserse francs (rekeneenheid).

Deze bedragen zullen in gelijke driemaandelijksse betalingen worden voldaan, in tien jaar, aanvangende op 1 Januari 1954 en eindigende op 1 October 1963, ten belope van:

27.656 US-dollars (rekeneenheid).

12.600 Zwitserse francs (rekeneenheid).

V. Gedurende een periode van vier jaar, overeenkomende met de vervaldata van 1 Januari 1954 tot en met 1 October 1957, zal de Oostenrijkse Regering op iedere driemaandelijksse vervaldag 60 % betalen van de bedragen, verschuldigd ingevolge de bepalingen van het Protocol van Innsbruck van 29 Juni 1923, voor de dienst der rente, te weten:

48.804 US-dollars (rekeneenheid) voor de 4 % Oostenrijkse goudlening of

22.234 Zwitserse francs (rekeneenheid) voor de 4½ % Oostenrijkse Schatkistbiljetten 1914.

VI. De fondsen betreffende de hierboven in de paragrafen IV en V vermelde betalingen zullen bij de door de Caisse Commune aan de Oostenrijkse Regering op te geven banken worden gevormd als volgt:

10 % in ponden Sterling,

10 % in Belgische francs,

50 % in Franse francs,

4 % in Nederlandse guldens,

26 % in Zwitserse francs.

De berekening der stortingen in die verschillende valuta's zal geschieden op basis van de officiële koers van de US-dollar of van de Zwitserse franc volgens de notering in het belanghebbende crediteurland op de eerste dag van de maand, voorafgaande aan de vervaldag.

VII. Ter toepassing van artikel 6 van de Overeenkomst van Praag van 14 November 1925, en op verzoek van de Oostenrijkse Regering, zal de Caisse Commune de nodige maatregelen nemen om de obligaties van de 4 % Oostenrijkse goudlening, de 4½ % Oostenrijkse Schatkistbiljetten 1914, de 3 % obligaties STEG en de 4 % obligaties STEG, waarvan de nummers voorkomen op de bij deze brief gevoegde lijsten, van onwaarde te verklaren.

De hieraan verbonden normale kosten zullen gedragen worden door de Oostenrijkse Regering en zullen in de eerste plaats worden voldaan ten laste van de opbrengst van de verkoop der 3 % obligaties STEG, bedoeld in paragraaf III hierboven.

De Caisse Commune zal al het mogelijke doen om de annulering van bedoelde obligaties ten gunste van de Oostenrijkse Regering, te vergemakkelijken.

In elk geval zal de Oostenrijkse Regering bij afloop der verjarings-termijn worden gecrediteerd voor het saldo der betalingen op de coupons van obligaties die niet gedaan zijn aan genoemde officieel erkende obligatiehouders.

VIII. De Caisse Commune zal haar goede diensten verlenen ten einde aan de Oostenrijkse Regering, alsmede aan de Regeringen der mede-debiteurstaten, de eventuele *annulering* ten goede te doen komen van obligaties van de bovenbedoelde leningen, anders dan de in paragraaf VII vermelde, die in 1945 gehouden werden door de autoriteiten van het Duitse Rijk en sedertdien niet door andere houders, door middel van de officiële effectenbeurzen overeenkomstig de daar geldende reglementen, verworven zijn.

IX. De Oostenrijkse Regering zal, niet later dan in Juli 1957, met de Caisse Commune nieuwe onderhandelingen beginnen met het oog op het vaststellen van de voorwaarden welke van toepassing zullen zijn op de dienst der rente en der amortisatie van meerbedoelde leningen, te beginnen met de vervaldatum per 1 Januari 1958.

Ik zou U zeer verplicht zijn indien U mij Uw aanvaarding van de bepalingen, in deze brief vervat, wilde bevestigen door er de bewoordingen van weer te geven.

Aanvaardt, Mijne Heren, de verzekering van mijn bijzondere hoogachting.

---

## BIJLAGE IV

**Overeenkomst ter zake van de afwikkeling van de in Franse francs luidende funding-leningen van de Republiek Oostenrijk**

(Brief van de Oostenrijkse Bondsminister van Financiën aan de Nationale Vereniging van Franse obligatiehouders)

Rome, 6 December 1952.

Mijne Heren,

Ik heb de eer U in kennis te stellen van de maatregelen die de Regering van de Bondsrepubliek Oostenrijk zich verplicht te nemen met het oog op de regeling van de in Franse francs luidende funding-leningen.

I. Deze regeling, die gebaseerd zal zijn op het nominale bedrag van de obligaties en de coupons, zal van toepassing zijn:

a) op de hoofdsom van de obligaties van de 5 % funding-lening 1923 en de 5 % funding-lening 1926 van de Oostenrijkse Republiek, die thans nog in omloop zijn, en welke hoofdsom geschat wordt op:

23.995.900 franc voor de 5 % lening 1923 en op:

9.173.000 franc voor de 5 % lening 1926;

b) op de rente welke op die obligaties is vervallen van 1 Juli 1945 tot en met 1 Januari 1954, welke rente wordt geschat op:

10.799.155 franc voor de 5 % lening 1923 en op:

4.128.030 franc voor de 5 % lening 1926;

c) eventueel op de hoofdsom van de obligaties van de 5 % funding-lening 1925 en, voorzover deze niet verlopen waren op 12 Maart 1938, op de coupons van de 5 % funding-leningen 1923, 1925 en 1926, indien het centrale betaalkantoor vóór het tijdstip waarop de coupons verlopen waren de betaling daarvan heeft moeten staken als gevolg van gebrek aan beschikbare middelen.

Alle kosten voortvloeiend uit het tenuitvoerleggen van deze regeling zullen komen ten laste van de Oostenrijkse Regering.

II. De Oostenrijkse Regering zal bij de Banque des Pays de l'Europe Centrale, Parijs, als centraal betaalkantoor deponeren:

a) op 1 Juli 1954 een eerste storting van 30 mln Franse francs;

b) op 2 Januari 1955 een tweede storting van 20 mln Franse francs.

De Oostenrijkse Regering zal deze bedragen, zo nodig, aanvullen al naar gelang het centrale betaalkantoor desbetreffende verzoeken tot haar zal richten.

III. De coupons zullen verlopen 6 jaar na de datum van betaalbaarstelling en de hoofdsom van de obligaties 30 jaar na die datum;

deze termijnen zullen eventueel worden verlengd met een periode gelijk aan die van de opschorting van de betalingen.

Overschotten op de stortingen, betrekking hebbend op rente of hoofdsommen, voorzover verlopen, zullen aan de Oostenrijkse Regering worden gerestitueerd binnen een maand na het tijdstip waarop rente of hoofdsom verlopen zijn.

IV. Gedeposeedeerde obligatiehouders die op de door de Franse wet voorgeschreven wijze hebben geopponeerd, zullen gebruik kunnen maken van de voordelen van de hierboven uiteengezette regelingen nadat door U aan het centrale betaalkantoor mededeling van Uw goedkeuring is gedaan.

Ik verzoek U mij te willen bevestigen dat U met de hierboven bedoelde regelingen accoord gaat, door de termen van deze brief te herhalen.

Aanvaardt, Mijne Heren, de verzekering van mijn bijzondere hoogachting.

---

## BIJLAGE V

**Voorlopige Overeenkomst terzake van de afwikkeling van de vorderingen der obligatiehouders van de „Danube-Save-Adriatique”**

Het Oostenrijkse Bondsministerie van Financiën en het Comité van obligatiehouders van de „Compagnie des Chemins-de-fer Danube-Save-Adriatique” zijn overeengekomen een voorlopige overeenkomst te sluiten die geldig zal zijn hetzij tot de definitieve regeling van de betrekkingen tussen enerzijds de overige belanghebbende Staten en anderzijds de „Compagnie” en het Comité van obligatiehouders, hetzij tot de eventuele afsluiting van een nieuwe, zij het wederom voorlopige overeenkomst tussen Oostenrijk en meergenoemd Comité.

1) Deze overeenkomst is 2 jaar geldig, te weten van 1 Januari 1954 tot en met 31 December 1955.

2) Oostenrijk verklaart, dat het zich het recht voorbehoudt, het vraagstuk met betrekking tot de periode 1938—1945 nader te onderzoeken en hieruit gevolgtrekkingen te maken. Het Comité verklaart dat het zich alle rechten voor bedoelde periode voorbehoudt.

3) Daar de Oostenrijkse Regering van oordeel is, dat het op het ogenblik niet mogelijk is, de bedragen, door Oostenrijk aan het Fonds voor de obligaties verschuldigd uit hoofde van achterstallige betalingen en lopende annuïteiten, nauwkeurig vast te stellen, zal zij bij wijze van voorschot, slechts een forfaitair bedrag storten ter verrekening, in de ene of in de andere zin, bij een toekomstige regeling.

4) Het forfaitaire bedrag, dat in 1954 betaalbaar zal zijn, is vastgesteld op 950.000 goudfrancs, en dat, hetwelk betaalbaar zal zijn in 1955, is vastgesteld op 1.000.000 goudfrancs.

Deze bedragen zullen in 1954 en in 1955 in twee gelijke delen worden gestort, en wel op 1 Mei en op 1 September; zij moeten voor de helft in Franse francs, en voor de helft in Zwitserse francs worden betaald. De wijze waarop de transfer kan plaats vinden, betreffende de in Frankrijk in Franse francs en in Zwitserland in Zwitserse francs betaalbare bedragen zal worden vastgesteld in onderlinge overeenstemming tussen de bevoegde autoriteiten, respectievelijk de Oostenrijkse en de Franse, en de Oostenrijkse en de Zwitserse.

5) De in punt 4 hierboven bedoelde stortingen zullen worden beschouwd als voorlopige betalingen, die herzien zullen moeten worden in de ene of in de andere zin overeenkomstig de beslissingen, die ter definitieve regeling van de schuld zullen worden genomen; een eventueel teveel betaald bedrag zal in mindering komen op de volgende lopende annuïteiten.

6) De beide Overeenkomstsluitende Partijen verklaren zich bereid om uiterlijk in September 1954 besprekingen te openen indien dan nog geen definitieve regeling tot stand gekomen is.

7) In de mate, waarin Oostenrijk bijdraagt in de kosten van het Bestuur van de „Compagnie Danube-Save-Adriatique”, worden de desbetreffende bedragen rechtstreeks bij de „Compagnie” gestort, eveneens bij wijze van voorschot en ter verrekening met de bijdrage die bij de definitieve regeling van de schuld zal worden vastgesteld.

De door Oostenrijk gestorte forfaitaire bedragen zullen mede mogen worden aangewend ter dekking van de uitgaven van het Comité van obligatiehouders, als bedoeld in artikel 38 van de Overeenkomst van Rome, binnen de bevoegdheden van het Comité.

8) Deze Overeenkomst vormt een integrerend deel van het Rapport van de Internationale Conferentie te Rome tot regeling van de vooroorlogse Oostenrijkse buitenlandse overheidsleningen, van 6 December 1952, waarvan zij de Bijlage V vormt; zij zal in werking treden na aanvaarding door de Oostenrijkse Bondsregering in het kader van de bekrachtiging van de gehele Overeenkomst, overeenkomstig punt 6 van genoemd Rapport.

9) Deze Overeenkomst is opgemaakt in de Franse en in de Duitse taal, zijnde beide teksten gelijkelijk authentiek.

---

## BIJLAGE VI

**Overeenkomst ter zake van de beginselen betreffende de hervatting van de transfer voor de buitenlandse schulden van de Länder en van de Gemeenten, en van de door publiekrechtelijke lichamen gegarandeerde leningen**

De geregelde dienst zal op dezelfde datum hervat worden als de dienst der staatsschulden.

De debiteuren zullen door de Oostenrijkse Regering worden uitgenodigd onverwijld met de respectieve crediteuren in verbinding te treden, teneinde tot bilaterale regelingen te komen.

De Oostenrijkse Regering zal haar goedkeuring aan billijke regelingen hechten, op voorwaarde dat:

1) de aan de Konversionskasse gedane betalingen door de crediteuren worden erkend;

2) een regeling voor de achterstallige betalingen van 1945 tot 1953 wordt getroffen met toepassing van een billijke reductie;

3) de lopende dienst wordt hervat met een rente, die 5½ % niet te boven gaat, en met een redelijk amortisatieplan;

4) de leningen met een goudclausule zullen worden behandeld op basis van:

1 goud-dollar (USA) is gelijk aan 1 U.S.A. dollar;

1 goud-franc (Zwitsers) is gelijk aan 1 Zwitserse franc,

met dien verstande dat, indien op een lening reeds een kapitaalreductie is toegepast, daarmee rekening zal worden gehouden bij de toepassing van deze bepalingen.

Rome, 6 December 1952.

---

## BIJLAGE VII

## Lijst van afgevaardigden

*President van de Conferentie*

Z.E. de Ambassadeur G. COSMELLI, van het Ministerie van Buitenlandse Zaken te Rome.

*Secretaris-Generaal*

Dr F. FARINACCI, van het Ministerie van Buitenlandse Zaken te Rome.

## OOSTENRIJK

*Delegatie*

Dr H. RIZZI, President van de Nationale Bank van Oostenrijk.  
 Dr W. TEUFENSTEIN, Adviseur.  
 Dr K. HARRER, Adviseur bij het Ministerie van Financiën.  
 Dr J. KOLLER, Adviseur bij het Ministerie van Financiën.  
 Dr O. MOTZ, Adviseur bij de Rekenkamer.  
 R. REZNICEK, van het Ministerie van Financiën.

## BELGIË

*Delegatie*

P. LEON, Directeur van het Ministerie van Financiën, Hoofd van de Delegatie.  
 J. FRERE, Eerste Secretaris bij de Belgische Ambassade te Rome.

*Crediteuren*

M. BAELDE, Voorzitter van de Raad van houders van buitenlandse obligaties.

## DENEMARKEN

*Delegatie*

F. DE JONQUIERES, Eerste Secretaris van het Deense Gezantschap te Rome.

## FRANKRIJK

*Delegatie*

A. RODOCANACHI, van het Ministerie van Buitenlandse Zaken te Parijs, Hoofd van de Delegatie.  
 A. DE LATRE, Inspecteur bij de Directie Buitenlandse Financiën.  
 C. DE MONTALEMBERT, Financieel Attaché bij de Franse Ambassade te Rome.  
 L. CALVY, Deskundige inzake Technische vraagstukken.

*Crediteuren*

P. GAUTHIER	}	voor de „Caisse Commune"
L. MARTIN		
P. FOURNIER	}	voor de Nationale Vereniging van Franse Obligatiehouders
L. MARTIN		
A. ERNEST—PICARD		
P. FOURNIER		
A. ERNEST—PICARD	}	voor DOSAG



## ITALIË

*Delegatie*

Z.E. de Ambassadeur G. COSMELLI, van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Hoofd van de Delegatie.

Dr A. DI CRISTINA, van het Ministerie van Financiën, Vice-Voorzitter van de Delegatie.

Dr G. RIVANO, van het Ministerie van Financiën, Vice-Voorzitter van de Delegatie.

Dr G. MAYR, van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Secretaris-Generaal van de Delegatie.

Dr F. FARINACCI, van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Secretaris-Generaal van de Conferentie.

Dr L. FAVRETTI, van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Dr S. PALUMBO, van het Ministerie van Financiën.

Dr E. CARLI, van het Ministerie van Financiën.

Dr R. ROTA, van het Ministerie van Financiën.

Dr N. RAFFAELLI, van het Ministerie van Buitenlandse Zaken, Secretaris van de Delegatie.

Dr G. CIMAGLIA, van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

Dr G. PAGONE, van het Ministerie van Buitenlandse Zaken.

*Deskundigen*

Mr C. ARIAS, van de Algemene Staatsadvocatuur.

Dr A. ANTONUCCI, Caisse Commune.

Dr E. CASAGRANDE, Handelsattaché bij de Italiaanse Ambassade te Parijs.

Dr A. SALABELLE, van het Ministerie van Buitenlandse Handel.

Dr I. IANNUCELLI, van het Ministerie van Buitenlandse Handel.

Dr G. PARRAVICINI, van de Bank van Italië.

Dr S. MINGHETTI, van het Italiaanse Deviezenkantoor.

Dr L. MACALLINI, Directeur-Generaal van de DOSAG.

Dr C. RUINI, waarnemer.

## SPANJE

Don. J. ALBA, Handelsraad bij de Spaanse Ambassade te Rome.

## VERENIGDE STATEN

K. M. SPANG, Vice-President van de Raad voor de bescherming van obligatiehouders.

## NEDERLAND

E. A. LIEFRINCK, Financieel Raad bij de Nederlandse Ambassade te Parijs.

## VERENIGD KONINKRIJK

*Delegatie*

H. EGGERS, van de Britse Schatkist, Hoofd van de Delegatie.

C. SMITH, van de Britse Schatkist.

Sir O. E. NIEMEYER, Vice-Voorzitter } van de Raad van  
houders van bui-  
tenlandse obli-  
gaties

C. E. N. WYATT, Secretaris

## ZWEDEN

*Delegatie*

C. A. S. C. BRUECK, Hoofd van de Delegatie.  
E. WALLENBORG.

## ZWITSERLAND

*Delegatie*

Dr M. TROENDLE, Gevolmachtigd Minister, Hoofd van de Delegatie.

K. TUERLER, Directeur-Generaal van de Vereniging van Zwitserse bankiers te Bazel.

R. DUNANT, Secretaris van de Vereniging van Zwitserse bankiers te Bazel.

A. MATTER, Eerste Gezantschapssecretaris, Département Politique Fédéral.

O. EXCHAQUET, Attaché bij de Zwitserse Ambassade te Rome.

## VERTEGENWOORDIGERS VAN DE TRUSTEES

*Internationale 7 % lening 1930 van de Oostenrijkse Regering*

Dr A. FERRARI, Secretaris-Generaal

Dr H. GUIBAN, Rechtskundig Adviseur

D. H. STAPLETON, Adjunct Rechtskundig Adviseur

} Bank voor Internationale  
Betalingen

*Internationale gegarandeerde lening 1933/53 van de Oostenrijkse Regering*

*Internationale gegarandeerde conversie-lening 1934/59 van de Oostenrijkse Regering*

F. J. SCANLAN, Banque Ottomane, Secretaris van de Trustees.

L. E. PEPPIATT, Rechtskundig adviseur van de Trustees.

Rome, 6 December 1952.

---

Uitgegeven de zes en twintigste Februari 1954.

*De Minister van Buitenlandse Zaken,*

J. W. BEYEN.